

Convention collective régionale

IDCC : 1384. – **VINS DE CHAMPAGNE**
(9 juillet 1985)

(Etendue par arrêté du 6 juin 1986,
Journal officiel du 28 juin 1986)

ACCORD DU 1^{ER} AOÛT 2006
RELATIF À L'ARTICLE C. 28 « INDEMNITÉS DE TRANSPORT,
DE BICYCLETTE, DE REPAS, HEURES D'AMPLITUDE ET DÉLAIS DE ROUTE »
NOR : *ASET0651076M*
IDCC : 1384

Article C. 28

*Indemnités de transport, de bicyclette, repas, heures d'amplitude
et délais de route*

a) Indemnités de transport

Concerne tous les salariés à l'exclusion de ceux travaillant aux vignes dont l'employeur assume les frais de transport du lieu d'exploitation aux lieux de travail.

Une participation aux frais de transport payable mensuellement est fixée pour l'ensemble de l'année civile à un montant forfaitaire qui s'élève à $3,07 \times$ valeur du point du coefficient 100 au 1^{er} janvier. Elle est accordée à tous les membres du personnel, à l'exclusion des salariés travaillant en région parisienne et de ceux qui sont logés dans l'entreprise et sous les réserves suivantes :

1. Une absence de 3 jours dans 1 semaine de travail (motif indifférent : maladie, accident, congés) entraîne une amputation de 25 % de l'indemnité ;
2. Cette indemnité ne sera pas perçue pendant la période des congés annuels ;
3. En cas d'implantation de la journée continue dans une maison, l'indemnité sera réduite de 50 %.

b) Indemnité de bicyclette

Le personnel des caves ou d'entretien possédant une bicyclette, un vélomoteur ou une motocyclette, et l'utilisant d'une façon habituelle pour les besoins de l'entreprise (déplacements), pour des parcours atteignant au moins

5 kilomètres par jour, recevra une indemnité compensatrice pour usure, amortissement et entretien fixée, par semaine, à 1 heure de salaire de la fonction de coefficient 120.

c) Indemnité de repas

Tout salarié en déplacement devra être remboursé des frais occasionnés pendant son déplacement.

Toute modification provisoire du lieu de travail, permettant de regagner chaque soir son domicile, mais obligeant à prendre le repas du midi au dehors, sans que l'employeur fournisse la possibilité de déjeuner normalement, donnera lieu à l'attribution d'une indemnité compensatrice de 1,51 fois la valeur du point en vigueur au 1^{er} janvier de l'année en cours.

d) Heures d'amplitude concernant exclusivement les ouvriers du régime général

La modification provisoire du lieu de travail d'un ouvrier du régime général ne doit pas être la cause d'une modification de son temps de travail habituel.

e) Délais de route concernant exclusivement les salariés travaillant aux vignes

Les délais de route des salariés travaillant aux vignes, ainsi que la variabilité des lieux de travail, sont des sujétions spécifiques à la fonction rémunérées comme telles et ne sont donc pas décomptées dans la durée du travail dès lors que le salarié conserve la faculté de se rendre directement à la vigne et de rentrer chez lui directement par ses propres moyens s'il le juge préférable.

Les salariés pourront solliciter un dédommagement complémentaire à l'indemnité de trajets si la durée de ceux-ci était supérieure, en moyenne annuelle, à 80 minutes par jour. Le dédommagement porterait alors sur 50 % du temps dépassant cette moyenne de 80 minutes par jour.

Accord tripartite du 1^{er} août 2006 (remplace les articles C 28.1 du 12 novembre 1997 et C 28.2 du 21 février 2002 et C 28.3 du 18 mars 1982).

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Union des maisons de Champagne.

Syndicats de salariés :

Intersyndicat des salariés du champagne CGT ;

Syndicat Force ouvrière du champagne FO ;

Syndicat de maîtrise, employés et cadres du champagne (SMECC).